

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

IP/Q2/USA/1/Add.1

16 avril 1998

(98-1516)

**Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: anglais

EXAMEN DES LEGISLATIONS SUR LES MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE, LES INDICATIONS GEOGRAPHIQUES ET LES DESSINS ET MODELES INDUSTRIELS

Etats-Unis

Addendum

Le présent document contient la réponse des Etats-Unis à une question complémentaire que les Communautés européennes et leurs Etats membres avaient posée aux Etats-Unis dans le cadre de la réunion d'examen du Conseil qui s'est tenue du 11 au 15 novembre 1996.¹

REPONSE DES ETATS-UNIS A UNE QUESTION COMPLEMENTAIRE POSEE PAR LES COMMUNAUTES EUROPEENNES ET LEURS ETATS MEMBRES

Une personne ayant dûment déposé une demande d'enregistrement d'un dessin ou modèle industriel dans un des pays de l'Union de Paris, ou un Membre de l'OMC, jouit-elle, aux fins du dépôt d'un dessin ou modèle des Etats-Unis, d'un droit de priorité conformément à l'article 2:1 de l'Accord sur les ADPIC, conjugué à l'article 4 de la Convention de Paris? Si tel n'est pas le cas, prière d'expliquer en quoi la position adoptée dans la législation des Etats-Unis est conforme aux articles susmentionnés des accords pertinents.

Une personne ayant déposé une demande d'enregistrement d'un dessin ou modèle industriel dans un pays qui applique la réciprocité de traitement aux citoyens des Etats-Unis et aux demandes originaires des Etats-Unis peut jouir du droit de priorité aux fins du dépôt d'une demande de brevet de dessin ou modèle aux Etats-Unis. L'article 119 du titre 35 énonce le fondement du droit de priorité pour une demande de brevet déposée aux Etats-Unis sur la base d'une demande de brevet portant sur la même invention dans un pays étranger octroyant des privilèges similaires aux demandes déposées aux Etats-Unis ou aux citoyens des Etats-Unis. Le bénéfice d'une date de dépôt antérieure sur la base d'une demande étrangère ne peut être revendiqué que si la demande aux Etats-Unis est déposée dans les 12 mois à compter de la première date à laquelle cette demande étrangère a été déposée (35 USC 119 a) 1996). Ce droit de priorité s'applique également aux brevets de dessins ou modèles. Premièrement, l'article 171 du titre 35 précise que les dispositions de la Loi sur les brevets s'appliquent aux brevets de dessins ou modèles, sauf disposition contraire. Deuxièmement, l'article 172 du titre 35 précise que le droit de priorité pour les brevets de dessins ou modèles peut être revendiqué si la demande aux Etats-Unis est déposée dans les six mois à compter de la première date à laquelle la demande étrangère a été déposée.

¹La question initiale posée par les CE et la réponse des Etats-Unis figurent dans le document IP/Q2/USA/1 (question 11 des CE).